



CDEN du 10 avril 2026

Déclaration liminaire de la CGT Éduc'Action 06

Mesdames et Messieurs bonjour,

Voilà, c'est raté pour cette année ! On avait l'occasion d'améliorer un peu les conditions d'enseignement en s'appuyant sur la baisse démographique, mais c'est raté. 4 000 postes en moins au niveau national. Certes, dans le département, nous sommes moins touchés qu'ailleurs, mais ce n'est pas une faveur qui nous est faite, c'est juste parce que nous sommes également moins touchés par la baisse démographique. Nous restons la dernière académie de France métropolitaine en matière de taux d'encadrement, et donc la première en nombre d'élèves par classe.

Pour que chacun·e réalise ce dont on parle, il faudrait, pour qu'on atteigne le P/E moyen français, 350 professeur·es des écoles en plus dans le département (le P/E désigne le nombre de professeur·es pour 100 élèves). Donc, lorsqu'on nous expliquera tout à l'heure qu'on a de la chance d'avoir eu 2 postes en plus, on repensera à cette déclaration et on réalisera qu'il manque en fait 348 postes au moins.

Ce que nous constatons, ce que nous vivons, n'est que la conséquence des politiques austéritaires en matière d'éducation de nos dirigeant·es. Le fait que le budget de l'Éducation Nationale ne soit plus le premier budget de l'État est très révélateur des priorités fixées. Les vraies priorités sont l'aide aux très grandes entreprises et la guerre. Des classes en moins pour des canons en plus. J'espère que les élus locaux qui protestent cette année contre les fermetures de classes dans leur commune ont pris conscience de ce lien. Et oui, quand on supprime des fonctionnaires, on supprime des profs, on ferme des classes !

Nous sommes donc le département de France métropolitaine avec le plus grand nombre d'élèves par classe. Et quand on sait que la France est aussi en fin du classement européen dans ce domaine, et que cette situation ne change pas depuis des décennies, on comprend qu'une certaine lassitude s'installe dans la profession, surtout quand on sait que la baisse des effectifs dans les classes est un des éléments qui favorisent l'élévation générale du niveau des élèves, ce qui devrait être un objectif nationalement partagé. Les 348 postes qu'il nous manque, c'est donc juste pour atteindre la moyenne d'un des pays les moins bien classés d'Europe.

Mais tout espoir n'est pas perdu, cette baisse démographique va continuer encore quelques années. Il reste un peu de temps à nos dirigeant·es pour redéfinir leurs priorités.

Pour conclure cette déclaration, nous tenions à dire que, si nous partageons avec la nouvelle municipalité de Nice le constat en matière d'ambiance thermique dans les classes, nous n'en partageons pas les solutions. Dans notre région, en effet, c'est surtout la période chaude qui pose problème, mais généraliser l'installation de systèmes participant au réchauffement climatique pour lutter contre le réchauffement climatique ne nous paraît pas la bonne solution. D'ailleurs la F3SCT du département a déjà longuement travaillé sur ce sujet, et a produit un document récapitulant des préconisations en la matière. À terme, la rénovation du bâti scolaire est inévitable, c'est la seule solution viable. Mais des solutions complémentaires existent à court et moyen termes, comme l'installation de brise soleil, la déminéralisation des espaces extérieurs, leur végétalisation ou l'installation de brasseurs d'air par exemple. La climatisation ne peut être envisagée que de façon localisée et/ou temporaire. Nous proposons que, au lendemain des élections municipales, les préconisations de la F3SCTD06 soient de nouveau communiquées à l'ensemble des municipalités du département.

Merci de votre attention.